
Histoire politique de l'administration

Marc Olivier Baruch, Jean-Yves Dormagen et Vincent Duclert



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/annuaire-ehess/16887>

ISSN : 2431-8698

Éditeur

EHESS - École des hautes études en sciences sociales

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2005

Pagination : 312-313

ISSN : 0398-2025

Référence électronique

Marc Olivier Baruch, Jean-Yves Dormagen et Vincent Duclert, « Histoire politique de l'administration », *Annuaire de l'EHESS* [En ligne], | 2005, mis en ligne le 15 mars 2015, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/16887>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

EHESS

Histoire politique de l'administration

Marc Olivier Baruch, Jean-Yves Dormagen et Vincent Duclert

Marc Olivier Baruch, *directeur d'études* avec Jean-Yves Dormagen, *maître de conférences* à l'Université Paris-I et Vincent Duclert, *professeur agrégé*

Administrations et dictatures

- 1 L'ANALYSE des administrations ayant servi quelques-uns des régimes – totalitaires ou autoritaires que connut l'Europe du XX^e siècle a permis de poursuivre l'étude sociopolitique des pratiques administratives en dictature. On s'est efforcé de mettre en évidence ressemblances, nuances et différences dans les modes d'instrumentalisation de la machine étatique, qu'il s'agisse de la structuration des appareils de commandement, de la gestion des élites et de leur renouvellement, des formes de contrôle politique sur les administrations professionnelles (par opposition aux administrations nouvelles mises en place par le régime), des modalités enfin d'adhésion, de suivisme, éventuellement de rejet de la part de la fonction publique de métier.
- 2 Le travail collectif poursuivi au sein du séminaire s'est organisé selon quatre axes. Un premier ensemble a porté sur le nazisme, à partir des paradigmes classiques d'Ernst Fraenkl et Franz Neumann sur l'État dual. Il s'est agi, pour Édouard Husson et Wolfgang Seibel – ce dernier autour de la mise en œuvre de la « Solution finale » en Europe de l'Ouest – de préciser, voire de dépasser, ce modèle en analysant les configurations de pouvoir s'établissant de manière extrêmement fluide entre État bureaucratique, parti, et appareils de répression, ces derniers se considérant comme des « administrations de combat ». Les modalités de régulation des conflits passaient par la seule interprétation de la notion de « volonté du Führer », par des groupes et des individualités placés de ce fait dans des relations particulièrement instables avec les sommets du pouvoir.

- 3 Si le cas de l'État fasciste, étudié par Jean-Yves Dormagen, est très différent de celui du nazisme, compte tenu notamment de la très forte disparité entre les profils des dictateurs, son étude implique également l'abandon de typologies aux contours excessivement affirmés, telle celle, canonique, entre État et parti, au profit d'une analyse en terme d'imbrication de structures de pouvoir qui restent en tout état de cause toutes contrôlées par le Duce.
- 4 Un troisième ensemble de réflexions a porté sur les dictatures ayant occupé, dans quatre pays du bassin méditerranéen (Espagne, Portugal, Grèce, Turquie), le pouvoir de manière continue ou répétée pendant une part substantielle du XX^e siècle. Les conclusions de William Genieys sur l'appareil d'État franquiste, complétées par le témoignage de Francisco Rubio Llorente, illustrent l'évolution d'un régime attaché à se dégager de l'influence du parti unique au profit d'élites modernisatrices, conscientes de la nécessité de laisser la fonction publique disposer de marges de manœuvre, au moins dans des secteurs posés comme non hautement sensibles.
- 5 Les analyses d'Antonio Costa Pinto sur l'administration de l'*Estado Novo* salazariste, celles de Georges Dertilis, construites sur une comparaison relative au rôle de l'État dans les trois dictatures grecques (1925, 1936-1940, 1967-1974), celles enfin d'Hamit Bozarслан relatives au kémalisme et au postkémalisme dans la Turquie contemporaine ont toutes trois confirmé, s'agissant de régimes aux finalités et aux modes d'exercice du pouvoir très diversifiés, la fécondité de la démarche consistant à chercher dans les relations entre pouvoir politique et appareil d'État une clé de lecture du fonctionnement du régime.
- 6 Abordé, quatrième approche, avec les analyses de Sandrine Kott éclairant par l'exemple de la RDA les liens entre État socialiste et administration de la société, le cas des pays européens d'outre rideau de fer ouvre tout un champ géographique, celui de l'Europe centrale et orientale, où les dictatures communistes prirent à la fin des années 1940 la succession des régimes autoritaires, plus ou moins mâtinés d'influences fascistes, en place à la veille de la Seconde Guerre mondiale.
- 7 C'est dire l'ampleur du chantier ouvert autour du thème « administrations et dictatures ». En témoignent aussi bien la diversité des critères susceptibles d'entrer dans la construction d'une typologie – rapport à la compétence technique, rôle de l'élément militaire, importance d'une vision messianique, germes d'encadrement totalitaire de la société – que la multiplicité des objets d'analyse permettant d'ouvrir les voies d'une approche comparative : ainsi par exemple des outils de commandement, des modalités de répression et de fichage, ou encore de la construction d'instances administratives nouvelles, toutes questions qui feront l'objet des travaux à venir du séminaire, parallèlement à la poursuite de l'exploration de modèles de dictatures, extra-européennes notamment, dont le XX^e siècle n'a pas été chiche.

INDEX

Thèmes : Histoire, Histoire et civilisations de l'Europe